



La lettre d' **AFRISTAT**

Bulletin trimestriel d'information

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739

NUMERO 39

JANVIER 2007

EDITORIAL

SOMMAIRE

EDITORIAL 1

Le suivi des statistiques sociales sectorielles, un nouveau défi pour AFRISTAT: quels dispositifs mettre en œuvre avec les INS

Nouvelles d'AFRISTAT.....

Activités de la Direction générale.

Activités internationales.....

Echos des instituts nationaux de statistique

Réunions, ateliers et séminaires

L'année 2006 a constitué un symbole vivant d'espoir pour notre jeune institution. En effet, en 2006, elle a fêté ses dix premières années de fonctionnement. Dix ans, ce n'est peut-être pas assez. Mais suffisamment prometteur.

2006 constitue la première année de la deuxième décennie d'AFRISTAT. Qu'il s'agisse de son fonctionnement ou de la réalisation de ses missions, des résultats encore plus importants sont attendus. Les Etats membres et des partenaires se sont engagés à apporter des appuis encore plus soutenus à cette institution. Il est heureux de constater que beaucoup d'entre eux respectent leurs engagements. Nous exprimons encore une fois notre gratitude aux gouvernements des Etats membres, à leurs pays amis et à leurs partenaires techniques et financiers pour cette marque de confiance à notre institution.

Sur le plan des activités, AFRISTAT s'est doté d'un nouveau programme de moyen terme, le Programme stratégique de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010 (PSTA). Son action a été renforcée sur les thèmes initiaux qui avaient été retenus dans notre premier programme de moyen terme ; mais le PSTA confirme avec plus de force notre orientation vers les statistiques démographiques et sociales pour soutenir ainsi notre contribution dans les questions liées à l'élaboration et au suivi et évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté.

L'année 2007 qui commence s'inscrit dans cette nouvelle logique : consolider les acquis, ouvrir de nouveaux chantiers conformes aux besoins des Etats membres.

Bonne et heureuse année 2007

Martin BALEPA
Directeur Général d'AFRISTAT

Le suivi des statistiques sociales sectorielles, un nouveau défi pour AFRISTAT : Quels dispositifs mettre en œuvre avec les INS ? par Gérard Osbert, expert en statistiques sociales

Cet article est tiré d'une communication présentée à la 11^{ème} réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT (le 4 octobre 2006) et lors d'un séminaire organisé en marge de la 14^{ème} réunion du Comité de direction (le 24 octobre 2006) : il intègre les recommandations émises lors de ces deux réunions d'AFRISTAT.

Depuis une dizaine d'années, avec le développement des stratégies de réduction de la pauvreté (SRP), les demandes de statistiques sociales sectorielles (conditions de vie des ménages, éducation, santé, emploi et marché du travail) s'intensifient. Ces nouvelles exigences nécessitent une production de données de meilleure qualité dans des délais courts et réguliers. Cette situation a eu des répercussions déstabilisatrices sur les systèmes statistiques nationaux (SSN), avec la multiplication désordonnée des enquêtes auprès des ménages et l'apparition de nouveaux acteurs institutionnels (cellule DSRP ou observatoire de la pauvreté), qui développent leur propre système d'information.

Pour remédier à cette situation, AFRISTAT cherche à définir, avec les Instituts nationaux de la Statistique (INS), les modalités du traitement adapté des statistiques sociales, en proposant un cadre pour leurs interventions prenant en compte leurs limites en ressources humaines et financières. Ceci nécessite que les activités à retenir et les moyens qu'elles supposent soient intégrés dans les stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS) en préparation dans la plupart des Etats membres. Afin de dégager des choix et des priorités communs, AFRISTAT a programmé (en 2007 et 2008) des ateliers spécifiques faisant intervenir les INS et les administrations sectorielles, ainsi que les partenaires techniques et financiers (PTF). L'objectif visé est de proposer un schéma-type et le contenu du système d'information pour chaque secteur retenu, en se focalisant sur des méthodologies fédératrices, comme celle des comptes satellites.

L'organisation du système de suivi et évaluation des SRP : un constat mitigé dans une réalité complexe

Le mécanisme de suivi et évaluation des DSRP/OMD nécessite un approfondissement des réalités du phénomène de la pauvreté, son évolution et ses conséquences. Dans une telle vision, il convient de mettre l'accent sur deux principaux *obstacles*: d'une part les grandes difficultés que rencontrent la plupart des pays pour disposer d'un système d'information fiable et d'autre part, la complexité des outils (budgets de programmes ou cadre des dépenses à moyen terme) utilisés pour gérer une aide financière de plus en plus budgétisée.

Face à ces défis, il convenait de replacer les problématiques dans une logique adaptée et efficace ; AFRISTAT, avec le CRESMIC¹, a ainsi pu identifier

trois composantes du système de suivi et évaluation des SRP:

1. Le suivi de la pauvreté et des conditions de vie des ménages, qui produit les informations de base pour chacun des domaines prioritaires identifiés dans les SRP. Il fournit les indicateurs de résultat fondés sur les diverses approches de la pauvreté.
2. Le suivi en exécution des politiques, programmes et projets (PPP), qui élabore les indicateurs de réalisations physiques et financières aux niveaux central et local, basés sur les données des budgets programmes établis par les ministères sectoriels.
3. L'évaluation d'impact des politiques ou programmes, basée sur des études spécifiques, au champ plus restreint, qui ont pour objectif de mesurer si les actions entreprises auprès des groupes ciblés ont apporté les résultats attendus.

On s'intéressera ici à la 2^{ème} composante du système, la moins opérationnelle, en dépit de ses applications décisives

dans les secteurs prioritaires. Les raisons de cette situation sont la mauvaise qualité des coûts unitaires nécessaires à la programmation sectorielle et l'inadéquation des nomenclatures de finalités disponibles pour les services (central et sectoriels) du Budget.

Dans les secteurs sociaux, les statistiques de base sont surtout d'origine administrative. C'est le cas pour l'Éducation et la Santé où des comptes-rendus annuels sont établis dans les unités locales de base (écoles, centres de soins) puis compilés pour donner lieu à des rapports nationaux. Cependant, ces rapports ne sont pas toujours exhaustifs (nombre d'unités ne répondent pas et le secteur privé est mal couvert) et le processus de leur transmission entre les différents échelons administratifs et celui de leur contrôle sont peu adéquats.

Vers une approche intégrée des statistiques sociales sectorielles

Les stratégies sectorielles facilitent l'élaboration d'un plan global, à condition qu'elles prennent en compte

¹ CRESMIC : Cadre de référence et support méthodologique minimum pour la conception et la mise en œuvre d'un système d'information pour le suivi des DSRP/OMD (Document AFRISTAT/PNUD, février 2006)

l'ensemble des dépenses des secteurs concernés. La faiblesse des structures de pilotage des politiques sectorielles ainsi que le manque de données fiables sur l'exécution budgétaire rendent délicate la formulation de telles stratégies, en termes technique ou institutionnel. Pour faire face à ces difficultés, deux types d'outils ont été développés, sous l'impulsion des PTF :

Les budgets de programmes : une étape préalable pour les secteurs sociaux.

Les budgets de programmes traduisent de façon opérationnelle les stratégies sectorielles en plans d'actions et programmes d'activités ayant une incidence sur la croissance économique et compatibles avec les objectifs de réduction de la pauvreté. Ils ont pour but d'assurer une meilleure allocation budgétaire vers l'amélioration des services publics essentiels et le développement des infrastructures de base. Le bénéfice attendu de la pratique des budgets de programmes est une plus grande maîtrise des ministères dépensiers sur les étapes du processus budgétaire. Des rapports périodiques d'exécution sont à élaborer, facilitant l'évaluation de leur gestion, en relation avec les cibles temporelles des indicateurs des SRP.

Les cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) : un lien privilégié avec les SRP dans le cadre d'une gestion axée sur les résultats.

Dans les relations entre les ministères sectoriels et centraux (Plan, Economie et Finances), le processus CDMT ambitionne l'intégration entre la conduite des politiques budgétaires et les axes stratégiques des SRP. L'affirmation de la volonté des partenaires extérieurs à privilégier progressivement l'aide budgétaire implique d'améliorer la crédibilité de la gestion budgétaire des Etats

bénéficiaires de l'aide. La mise en place des CDMT doit être l'occasion de revoir le système de programmation des dépenses publiques. C'est l'une des conditions nécessaires pour une utilisation optimale des ressources nationales. Par ailleurs, les pratiques de budgétisation à moyen terme visent à améliorer la prise en compte de la contrainte macro-économique dans les programmes de dépenses publiques et à accroître l'efficacité des décisions en favorisant les réallocations ainsi que la détermination des priorités.

Les comptes satellites, outils de synthèse vers l'intégration sectorielle

Les audits sur le suivi en réalisation des politiques sectorielles par axe stratégique ont permis de constater qu'il existe un « vide statistique » entre les SRP (phase de planification) et le CDMT (phase de financement). Ainsi, il est très difficile pour les planificateurs sectoriels de chiffrer le coût d'un programme (accroissement du taux de scolarisation ou de la fréquentation des centres de santé) ; de même, les financiers ne peuvent traduire avec précision une prévision de dépense en actions quantifiées (combien d'écoles ou de centres de santé peuvent être aménagés avec un budget donné). Les comptes satellites comblent ce vide, en élaborant une série de tableaux où sont organisées les diverses dépenses sectorielles (éducation, santé, recherche, etc.) d'une nation. Ils se caractérisent par :

- une classification rigoureuse des types de dépenses (fonctionnement, investissement) de tous les acteurs du système sectoriel (Etat, collectivités locales, ménages, extérieur, etc.) ;

- une comptabilité complète de toutes les dépenses du secteur, indépendamment de l'origine, de la destination ou de l'objet de la dépense ;
- une approche exhaustive dans le recueil ou l'estimation des données statistiques décrivant les activités du secteur ;

Le compte satellite a pour objectif de répondre à trois questions :

- qui finance les dépenses et comment se répartit la charge financière entre les divers agents économiques qui y contribuent ;
- qui produit les services et suivant quel processus par catégorie d'établissements scolaires (publiques, confessionnelles, privées ou communautaires) ;
- qui bénéficie des dépenses par nature (salaires, fournitures, activités de recherche, etc.).

La construction du compte satellite consiste à articuler les statistiques non monétaires du domaine avec l'ensemble des flux financiers relatifs au secteur, suivant des tableaux sectoriels d'ensemble croisant les différentes nomenclatures.

Quelles interventions possibles pour les INS et AFRISTAT

Trois secteurs pilotes : l'emploi, l'éducation et la santé

AFRISTAT dispose d'une expérience de plusieurs années concernant l'emploi, notamment à partir des enquêtes 1-2-3 et du projet régional sur l'amélioration des statistiques et le renforcement de la gestion des systèmes de suivi du marché du travail en Afrique (ACBF/BIT).

Concernant le volet « offre de travail », les INS ont le quasi monopole de fait de l'élaboration des statistiques à travers les RGPH et les enquêtes ménages. Par contre, pour le volet « demande », les informations d'origine adminis-

trative (élaborées par les ministères chargés du travail et de l'emploi) sont trop partielles pour permettre un suivi pertinent. L'organisation d'enquêtes « main d'œuvre » supposerait de disposer d'un répertoire actualisé des établissements, ce qui n'est pas le cas pour la majorité des pays.

Par ailleurs, AFRISTAT mène depuis 2004 une réflexion sur le secteur de l'éducation avec le Pôle de Dakar (BREDA), en particulier sur *l'efficacité externe* de l'éducation (performance des *formés* au moment de leur entrée dans la vie active). L'expérience pilote menée sur l'enseignement fondamental au Mali en 1994 par l'institut international de planification de l'UNESCO constitue une approche du compte satellite de l'éducation, que l'introduction des CDMT devrait faciliter.

Enfin, des avancées ont été enregistrées dans le domaine de la santé, avec l'expérience du Burkina Faso sur le compte satellite de la Santé en 2003 et 2004. A noter qu'un guide détaillé de l'OMS pour l'élaboration des « comptes nationaux de la santé » est disponible depuis 2003 avec des applications spécifiques pour les pays à faible et à moyen revenus.

Choix des domaines d'intervention

Le diagnostic des performances des SSN en matière de statistiques sociales et de suivi des SRP fait apparaître trois préoccupations pour les INS :

- a. La question des répertoires d'établissements (entreprises, écoles, centres de santé, etc.) : quand ils existent, ces répertoires ne sont pas exhaustifs et leur maintenance

inadéquate ne permet pas de lancer des enquêtes par sondage ; ceci conduit à l'organisation de recensements administratifs coûteux et longs.

- b. La difficulté d'obtenir une série valide des coûts unitaires (coûts des élèves par niveau, coûts des actes médicaux, etc.) limite la portée des nouveaux outils employés par les ministères sociaux comme les CDMT sectoriels : en effet, on ne peut réaliser des simulations financières pertinentes si on ne peut les lier aux performances physiques (flux scolaires par milieu, nombre de classes construites, nombre de consultations dans les centres de santé, lits dans les hôpitaux etc.).
- c. L'alignement entre le suivi budgétaire et les objectifs spécifiquement mesurables des SRP : pour ce faire, il est nécessaire de développer une nomenclature fonctionnelle par finalité au niveau des ministères sociaux, qui sera appliquée aux lignes budgétaires aussi bien en prévision (projets de lois de finances) qu'en réalisation (budgets de règlements).

Le rôle des INS est central mais nécessite des moyens accrus

Les INS ont la compétence pour traiter la plupart des questions identifiées. Il est capital que ce savoir-faire soit transféré aux statisticiens sectoriels. La position centrale de l'INS doit pouvoir assurer la

coordination statistique et solutionner les problèmes.

Le répertoire des entreprises et des établissements est géré par l'INS en collaboration avec d'autres services compétents. Il s'agit d'en élargir le champ en l'étendant aux établissements scolaires et de santé en utilisant un identifiant unique et commun à l'ensemble des ministères sociaux, ainsi que des modalités de mises à jour harmonisées.

Concernant les comptes satellites, leur méthodologie s'inspire en grande partie de la démarche de la comptabilité nationale, dont on peut tirer les données de cadrage (côté ressources). Par ailleurs, le bilan de l'emploi (réalisable sous ERETES), alimenté par les résultats des enquêtes 1-2 nationales (cas du Cameroun) devrait permettre de suivre l'offre sur le marché du travail et la demande pour le secteur informel, par branche et suivant les populations ciblées par les SRP (femmes, jeunes).

Le développement des nomenclatures budgétaires par finalité constitue un nouvel enjeu tout aussi crucial, au moment où la communauté internationale s'oriente vers la budgétisation quasi systématique de l'aide. Afin d'améliorer la gestion et l'efficacité de cette aide dans les secteurs sociaux, il convient de sensibiliser les utilisateurs potentiels des budgets de programmes (décideurs politiques et les instances de contrôle) à la mise en oeuvre d'une classification fonctionnelle des dépenses publiques suivant les objectifs mesurables des SRP.

La finalité de ces techniques est de valoriser les statistiques disponibles et d'en permettre le rapprochement systématique avec les données financières pour la détermination des coûts unitaires. La réussite de telles opérations suppose que l'INS

soit consulté tant pour la formation des statisticiens sectoriels que pour l'organisation initiale des opérations liées à la codification des lignes budgétaires.

L'objectif d'AFRISTAT est d'appuyer les INS dans ce rôle, tout en listant les contraintes sur les moyens et ressources humaines qu'il suppose.

A cet effet, AFRISTAT compte organiser une série d'ateliers méthodologiques à l'intention des INS et des services sectoriels, avec la participation de représentants des cellules SRP et en consultation avec les partenaires des Nations unies (UNESCO, OMS, FAO etc.). L'objectif de ces ateliers sera de définir le contenu des appuis qu'AFRISTAT peut apporter dans ces domaines, afin d'aider les services compétents des Etats membres à :

- Approfondir les relations de travail entre l'INS, les ministères sociaux, le ministère des Finances et la cellule SRP, et valoriser le processus des CDMT sectoriels en alignant la production des comptes

provisaires sur les rythmes budgétaires.

- Relancer la confection du répertoire d'établissements en fédérant les sous répertoires existants et en promouvant un système d'identification unifié.
- Enrichir les rôles de la comptabilité nationale avec le développement des comptes satellites sectoriels en commençant par ceux de l'Education et de la Santé.
- Instruire une réflexion sur les nomenclatures fonctionnelles de type COFOG (Classification of the Functions of the Government) et leur harmonisation par les organismes d'intégration sous-régionale.

Conclusion : un rôle clé pour le Conseil national de la statistique (CNS)

Du point de vue des DSRP de 2^{ème} génération, en cours d'élaboration dans de nombreux Etats, il convient de conforter la démarche CDMT, outil de structuration des budgets des secteurs sociaux, et d'envisager l'adoption de la

méthode « compte satellite » pour le cadrage des systèmes d'information et de suivi sectoriels. Ceci suppose que soient mises en œuvre les dispositions suivantes :

- l'ancrage institutionnel de l'élaboration des comptes satellites au sein de l'INS ou des ministères sectoriels concernés, ce qui pose, dans tous les cas, le problème de ressources humaines pour leur prise en charge ;
- la pérennité de la production des comptes satellites (souvent développés dans le cadre de projets financés par les PTF), par le renforcement des liens avec le service de la comptabilité nationale pour faire jouer toutes les synergies possibles ;
- l'organisation structurée du SSN et la réactivation du CNS. Ceci suppose la mobilisation de l'ensemble des acteurs classiques et émergents (société civile, associations, ONG, etc.), aux niveaux central comme local.

PARTICIPEZ AUX DEBATS SUR LE FORUM d'AFRISTAT: www.afristat.org/forum

Forum d'AFRISTAT: mode d'emploi

La fin de l'année 2006 a vu l'ouverture du forum d'AFRISTAT. Accessible via le site Internet ou directement à l'adresse www.afristat.org/forum, il se veut le lieu privilégié d'échanges sur la Statistique en Afrique subsaharienne. Le forum est également le prolongement idéal des séminaires, ateliers et autres réunions organisés tout au long de l'année par AFRISTAT dans le cadre de ses activités.

Le forum est librement consultable et comporte différents thèmes aussi bien généraux (actualités de la statistique, liens, outils statistiques, lectures, etc.) que spécialisés (les comptes nationaux, le suivi des DSRP, les sites Internet pour la diffusion de la statistique).

La participation au forum requière l'inscription de l'internaute pour des raisons de sécurité. Dans le haut de la page d'accueil, il convient de cliquer sur "S'enregistrer", puis de saisir les informations demandées, notamment le pseudo, le mot de passe et l'adresse de messagerie. L'inscription ne sera effective qu'après validation par les responsables du forum et un message sera alors envoyé au nouvel abonné.

A partir de ce moment, les contributions peuvent être postées sur le forum, soit en cliquant sur le bouton "Répondre" pour ajouter un commentaire sur un sujet en cours de discussion, soit sur le bouton "Nouveau" pour créer une nouvelle discussion sur le thème choisi. L'internaute devra se connecter au forum pour poster sa participation, c'est-à-dire, fournir le pseudo et le mot de passe renseignés lors de son inscription.

Pour toute question des modérateurs sont désignés pour chaque thème/discussion. Il ne faut donc pas hésiter à les contacter. A bientôt sur le forum !

Nouvelles d'AFRISTAT

Arrivées

◆ M. Guillaume Poirel a rejoint AFRISTAT depuis octobre 2006 en qualité d'expert en démographie. Assistant technique de la

Coopération française, M. Guillaume Poirel a travaillé à l'antenne de l'INSEE de Mayotte en tant que chargé d'études et

responsable de l'enquête Budget des familles en 2005.

Départ

◆ AFRISTAT a enregistré le départ de Patrick Hernandez, expert en statistiques du secteur productif. En poste depuis novembre 2001,

Patrick Hernandez a contribué par son dévouement et ses compétences au renforcement des capacités statistiques des Etats membres d'AFRISTAT.

AFRISTAT lui souhaite pleine réussite dans ses nouvelles fonctions.

Visites

◆ AFRISTAT a accueilli les 17 et 22 novembre 2006 une mission de l'Agence Française de développement, conduite par Melle Jocelyne Delarue. Cette mission avait pour objectif d'échanger au Mali avec un certain nombre de structures en charge

de la collecte des informations et des activités de suivi-évaluation, en particulier dans le secteur du coton. Elle a eu des entretiens avec les experts d'AFRISTAT sur ces différents aspects.

◆ Messieurs D. Lefort, Directeur des relations internationales de l'IRD (Paris), et Gilles Fédière, représentant de l'IRD au Mali, ont eu, le 16 novembre 2006 au siège d'AFRISTAT, un entretien avec M. Martin Balépa, Directeur Général.

Stages

◆ M. Hakizimana Munya Obald, auditeur du Programme de formation de gestion de politiques économiques (GPE) à l'Université de Yaoundé II (Cameroun) a effectué du 1^{er} novembre 2006 au 12 janvier 2007 un stage de fin

d'études dont le thème est : « Les mécanismes de transmission de la politique monétaire au sein de l'UMOA : cas du Mali ».

◆ Depuis novembre 2006, M. Christophe J. Nordman, Chargé de

recherche à l'IRD, économiste à DIAL travaille avec le CERA sur les déterminants de la précarité dans l'emploi dans les capitales de l'UEMOA.

Fête de fin d'année

La fête de fin d'année a été célébrée à AFRISTAT le 16 décembre 2006 et a réuni, dans une atmosphère chaleureuse et conviviale le personnel d'AFRISTAT et leurs familles.



Activités de la Direction générale

Réunions du Conseil Scientifique et du Comité de direction

La quatorzième réunion du Comité de direction d'AFRISTAT s'est tenue du 25 au 26 octobre 2006 à Bamako (Mali). Cette session qui a été précédée les 4 et 5 octobre 2006 par la onzième réunion du Conseil scientifique, a examiné un rapport d'étape de l'exécution du Plan d'action 2006 du PSTA au 30 septembre 2006. A la lumière des conclusions de la onzième réunion du Conseil scientifique, le Comité a approuvé le Plan d'action 2007

du PSTA et a adopté le budget 2007.

En marge de la réunion du Comité de direction, un séminaire s'est tenu le 24 octobre 2006 sur le thème : « Le suivi des statistiques sociales sectorielles, un nouveau défi pour AFRISTAT : quel dispositif mettre en œuvre avec les INS ? ». Ce séminaire avait pour objectif de sensibiliser les directeurs généraux des INS sur l'importance des statistiques

sociales. Le 27 octobre 2006, une réunion sur le passage au système LMD a regroupé le Directeur du CAPESA, les écoles de formation statistique et le CAMES.

L'intégralité des relevés de conclusions du Conseil scientifique et du Comité de direction d'AFRISTAT est disponible sur le site Internet d'AFRISTAT www.afristat.org.

Suivi de la conjoncture et de la prévision économiques

Au cours du 4^{ème} trimestre 2006, deux séminaires sous-régionaux ont été organisés sur la conjoncture économique du 2nd semestre 2006 et les prévisions à court terme dans les Etats de

l'Afrique centrale membres d'AFRISTAT (17 au 20 octobre 2006 à Yaoundé) et dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest membres d'AFRISTAT (04 au 08 décembre 2006 à Bamako). Ces deux

ateliers avaient pour thème central « les indicateurs avancés de la conjoncture économique ». Les points saillants de ces séminaires sont disponibles sur le site Internet d'AFRISTAT.

Séminaire sur la mise en place des systèmes d'information sur le marché du travail et le renforcement des capacités pour les statistiques de l'emploi

Le séminaire sur la mise en place des systèmes d'information sur le marché du travail (SIMT) et le renforcement des capacités pour les statistiques de l'emploi, organisé par AFRISTAT avec le soutien financier de la BAD et l'appui technique du BIT, s'est tenu à Bamako (Mali) du 13 au 17 novembre 2006. Il a regroupé les représentants des Instituts nationaux de statistique (INS) et des administrations nationales en charge des questions d'emploi et des politiques du travail des Etats membres ainsi que ceux du BIT, de la CEDEAO, d'AFRITAC de l'Ouest, de DIAL et de l'Université de Lund en Suède. Son objectif général était de renforcer les connaissances des principaux

acteurs des systèmes statistiques du travail/emploi et d'encourager l'approche intégrée des statistiques du marché du travail dans le cadre du processus d'élaboration des SNDS. Plusieurs recommandations ont été formulées, parmi lesquelles: (i) la mise en place d'un dispositif minimum commun de collecte de données sur les statistiques du travail comprenant une enquête emploi annuelle, une enquête main d'œuvre tous les deux ans sur la base d'un répertoire des entreprises fiable et une enquête sur le secteur informel tous les trois ans ; (ii) le renforcement des SIMT à travers l'identification de tous les acteurs et de leurs besoins, la définition d'indicateurs

minima, l'harmonisation des concepts, des définitions et des méthodologies de collecte et de traitement ; (iii) la nécessité d'un plaidoyer dans chaque pays en faveur des statistiques sur le marché du travail et l'emploi avec l'appui des institutions internationales (AFRISTAT, BIT) ; (iv) l'intégration du système statistique sur le marché du travail dans la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) et dans le DRSP pour lui assurer un financement adéquat ; (v) la mise en place d'un réseau entre les participants du séminaire pour échanger les expériences et les bonnes pratiques.

Atelier de formation des formateurs sur le module ERETES

Du 20 au 24 novembre 2006, s'est tenu à Bamako, un atelier de formation des formateurs sur le module ERETES (équilibre ressources emplois et tableau entrée sortie) regroupant les représentants des Instituts nationaux de statistique de la

Tunisie, du Maroc et des institutions suivantes : AFRITAC de l'Ouest, UEMOA et AFRISTAT. L'objectif de cet atelier était de contribuer au transfert du savoir faire et de l'expertise du logiciel ERETES aux experts des organisations sous régionales qui

assurent l'appui à la mise en place du module et le soutien de premier niveau aux utilisateurs dans les Etats membres. La formation a été assurée par Joëlle HAAS de la société TRASYS.

Mise en œuvre du Projet pilote d'appui à « l'élaboration des comptes nationaux non définitifs et provisoires »

Dans le cadre du projet pilote d'appui à l'élaboration des comptes non définitifs et provisoires, des missions d'appuis techniques ont eu lieu en octobre et novembre 2006 dans trois pays (Burkina Faso, Mali et Mauritanie). Elles s'inscrivent dans le programme de travail défini avec chaque pays, lors du séminaire organisé à Bamako du 18 au 22 septembre.

♦ Au Burkina Faso, l'appui a consisté en l'analyse des évolutions de certains agrégats, notamment à travers leurs indices de volume et de prix qui permettent d'avoir le taux de croissance et le déflateur. Cette analyse temporelle a permis non seulement de fournir une explication au phénomène économique qui est à l'origine des évolutions, mais aussi de procéder à un redressement qui devrait par la suite être porté dans la base ERETES. Ainsi, les Tableaux des échanges intermédiaires (TEI) courant et constant de l'année

2001 et les tableaux de synthèse (tableau des ressources et des emplois et tableau des comptes économiques intégrés) ont été redressés et rééquilibrés.

♦ Au Mali, l'appui a consisté en (i) la mise en œuvre des nomenclatures réduites ; (ii) l'expertise de la base ERETES des comptes nationaux de l'année 1999 ; (iii) la reconfiguration de la base ERETES pour prendre en compte les nouvelles nomenclatures ; (iv) la définition des travaux spécifiques sur les

années sautées (2000-2003) ; (v) l'élaboration d'un calendrier de travail détaillé pour les mois de novembre et décembre 2006 incluant les travaux préliminaires sur l'année 2004.

♦ En Mauritanie, il s'est agi de faire le réajustement des comptes définitifs de l'année 2001 et l'évaluation des comptes des années 2002 à 2004 à l'aide du modèle « TABLO » en prenant en considération le développement récent de l'activité pétrolière.

Mise en œuvre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique

La période sous revue a été marquée par une série d'activités en vue de l'élaboration du premier rapport du PCI pour la région Afrique.

♦ Du 9 au 14 octobre 2006, la Banque Africaine de développement a organisé à Tunis (Tunisie) l'atelier de décomposition des emplois du PIB. Cet atelier a regroupé les représentants de 34 pays membres d'AFRISTAT, de la CEDEAO (hors UEMOA), du Maghreb, de la COMESA et de la SADC. Son objectif était d'obtenir des vecteurs décomposés des emplois du PIB de chaque pays pour 2005, année de référence du calcul des parités de pouvoir d'achat. L'atelier a permis la constitution des fichiers des vecteurs du PIB décomposé en ses emplois par sous région et d'un fichier global PCI-Afrique qui

devrait permettre après analyse et validation, le calcul des parités de pouvoir d'achat (PPA). Un expert en comptabilité nationale d'AFRISTAT a apporté un appui à cet atelier.

♦ Des missions d'appui technique à la validation des données des prix du PCI-Afrique ont eu lieu en Guinée du 18 au 25 septembre 2006, à Sao Tomé et Príncipe du 18 au 24 septembre 2006 et sur la décomposition du PIB selon la nomenclature du PCI-Afrique en Guinée Equatoriale du 5 au 12 novembre 2006.

♦ Le consultant de long terme du PCI-Afrique auprès d'AFRISTAT, a

effectué des missions de supervision des activités du PCI-Afrique au Gabon, du 9 au 10 octobre 2006, au Niger, du 30 octobre au 3 novembre 2006, et en Côte d'Ivoire, du 20 au 22 novembre 2006. Au cours de ces missions, des appuis conseils ont été donnés aux membres des coordinations nationales dans le cadre des procédures de la BAD en matière d'établissement des dossiers comptables et financiers dans les formats requis et de gestion afin d'améliorer la gestion du programme PCI-Afrique par les coordinations nationales et accroître ainsi les taux de justification des dépenses.

Mise en œuvre du Programme de suivi régional des DSRP et des OMD

La mise en œuvre du Programme de suivi régional des DSRP et des indicateurs de développement du millénaire a été marquée ce dernier trimestre 2006, par le lancement de la deuxième série d'études bilan-diagnostic des administrations en charge du suivi et évaluation des DSRP et des OMD.

Dans ce cadre, un expert en suivi des DSRP et OMD a effectué du 16 au 21 octobre 2006 une mission à Yaoundé (Cameroun). Cette mission avait pour objectif de procéder : i) au cadrage thématique du consultant national et du comité national de

supervision de l'étude au regard du contenu du CRESMIC et ii) au lancement de l'étude.

♦ Du 31 octobre au 4 novembre 2006, un expert en suivi des DSRP et OMD a effectué à Bangui en Centrafrique, une mission d'assistance technique afin

d'appuyer l'animation technique de l'atelier national de proposition et de validation d'une liste minimale d'indicateurs du système d'information pour le suivi du DSRP et des OMD en Centrafrique. Les objectifs de cet atelier étaient : i) d'asseoir une compréhension

commune des enjeux en matière de système d'information et surtout de l'importance de la place des indicateurs dans le processus de suivi et d'évaluation des DSRP et OMD au niveau de tous les acteurs impliqués en RCA ; ii) de se familiariser avec les différents types d'indicateurs afin d'en faciliter leur opérationnalisation en terme d'identification,

d'élaboration et d'interprétation dans la chaîne décisionnelle ; iii) d'arrêter une liste minimale des indicateurs de suivi et évaluation du DSRP.

◆ Du 4 au 8 décembre 2006, un expert en suivi des DSRP et des OMD a animé à l'ISSEA (Yaoundé) un cours sur « le système d'information pour le suivi des politiques de développement

économique et social » Ce cours a permis aux élèves de se familiariser avec les concepts, de maîtriser le cadre d'élaboration d'un système d'information pour le suivi du développement socio-économique et des indicateurs utilisés dans ce domaine.

Mise en œuvre du projet de renforcement des capacités des Etats membres en matière de développement de bases de données

Les activités de ce projet financé par la Banque mondiale ont été marquées au cours du quatrième trimestre 2006 par la publication du numéro 4 du bulletin des données conjoncturelles des Etats membres d'AFRISTAT (BDCEA) le 1^{er} novembre 2006, la documentation et l'archivage des données de l'Enquête congolaise auprès des ménages de 2005 et la tenue du 11 au 15 décembre 2006 de l'atelier régional sur les techniques d'archivage des données d'enquête à Bamako (Mali).

Cet atelier, organisé conjointement avec le Programme de suivi régional des DSRP et des

OMD, a regroupé les cadres statisticiens ou informaticiens des instituts nationaux de la statistique et de services statistiques sectoriels de neuf pays. Il avait pour objectif de renforcer les capacités en matière d'archivage des données en vue de mieux les exploiter ultérieurement et de les mettre à la disposition des utilisateurs. Il a permis de (i) présenter les techniques de documentation, d'archivage et de diffusion utilisées ; (ii) former les cadres de façon pratique à l'utilisation du logiciel Toolkit et (iii) échanger sur les questions d'éthique en matière de diffusion des données. Ce séminaire a été animé par les

experts d'AFRISTAT et de la Banque mondiale.

Par ailleurs, des appuis continuent d'être apportés aux pays pilotes en termes d'ajustements du module de publication pour répondre à des besoins particuliers. Les travaux préparatoires à la mise en place du réseau d'échanges sur les analyses de la pauvreté ont été lancés par l'élaboration des termes de référence des prochains séminaires et du Consultant international devant appuyer AFRISTAT dans les analyses de la cartographie et de la pauvreté.

Mise en œuvre du volet statistique du programme ECOSTAT de la CEDEAO

AFRISTAT a organisé du 30 octobre au 3 novembre 2006 à son siège à Bamako, deux sessions techniques de rattrapage du retard accusé dans la mise en œuvre des plates formes communes sur les PIB comparables et sur les indices améliorés de prix à la consommation dans les Etats membres de la CEDEAO.

La première session qui a réuni les comptables nationaux de la

Gambie, du Liberia et de la Sierra Leone, leur a permis de mettre désormais en œuvre la plate-forme commune de la CEDEAO en matière des PIB comparables. La deuxième session, consacrée à la Gambie, a permis l'amélioration de la présentation des indices de prix à la consommation conformément à la plate-forme commune de la CEDEAO.

Par ailleurs, l'expert en enquêtes auprès des ménages d'AFRISTAT

et l'expert consultant en statistiques du commerce extérieur de la Division statistique du Secrétariat Exécutif de la CEDEAO, ont effectué du 4 au 19 novembre de 2006 une mission conjointe de supervision à Freetown en Sierra Leone. La mission a aidé le pays hôte à mettre en œuvre la plate forme commune de la CEDEAO sur les indices de prix à la consommation.

Autres activités d'AFRISTAT

◆ AFRISTAT a accueilli du 16 au 18 octobre 2006 une mission d'évaluation du projet régional d'amélioration des statistiques du marché de travail et de renforcement de la gestion de l'information sur le marché du travail et des systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique (LMIS-AFRISTAT), financé par la fondation ACBF. Cette mission s'est également rendue dans les différents pays bénéficiaires de

l'appui du projet, à savoir le Cameroun, le Mali, le Nigeria, l'Ouganda et la Zambie.

◆ Un séminaire de formation sur l'élaboration et la mise en ligne de sites Internet a eu lieu à Bamako du 4 au 8 décembre 2006. Organisé en appui au projet Système d'Information sur le Marché du Travail financé par ACBF, ce séminaire a regroupé cinq représentants des pays

bénéficiaires du projet (Mali, Nigeria, Cameroun, Ouganda et Zambie) et a été animé par un expert informaticien d'AFRISTAT.

◆ Dorothee Ouissika, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques nationaux, et Guillaume Poirel, expert démographe, ont participé à l'atelier sur les principes et recommandations pour les recensements généraux de la

population et de l'habitat de la décennie 2010 qui a eu lieu à Bamako du 6 au 9 novembre 2006. Organisé à l'intention des pays d'Afrique francophone par la Division statistique des Nations

Unies, ce séminaire qui a bénéficié de l'appui logistique d'AFRISTAT avait pour objectif de présenter et d'échanger sur la 2^{ème} révision des principes et recommandations pour les recensements généraux

de la population et de l'habitat ainsi que sur les expériences nationales afin de dégager les défis et contraintes des recensements futurs.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Burundi

Le Directeur Général a apporté, du 14 au 17 octobre 2006, un appui à l'ISTEEBU dans le cadre de l'élaboration du Programme d'urgence d'appui statistique du Burundi.

Guinée Equatoriale

Un expert en comptabilité nationale a effectué, du 6 au 11 novembre 2006 en Guinée Equatoriale, une mission dans le cadre du Projet de Renforcement des capacités du système statistique national, financé par la Banque mondiale. La mission avait pour objectif de (i) procéder à l'installation du logiciel PROGRESS et du système ERETES ; (ii) réviser les différentes nomenclatures (branches, produits, sources, opérations, secteurs...) nécessaires au démarrage des travaux des comptes nationaux et (iii) démarrer le traitement des sources de données.

Bénin

Le coordinateur du CERA a effectué, du 7 au 11 novembre 2006, une mission à Cotonou (Bénin) dans le cadre du projet INIPSA, en collaboration avec le

Programme alimentaire mondial (PAM). La mission avait pour objectif de finaliser le calendrier d'intervention et de collecte des données longitudinales, de préparer le tirage au sort des Centres de traitement et de faire le point sur l'état des financements.

Cameroun

Du 27 novembre au 1^{er} décembre 2006, un expert informaticien s'est rendu à Yaoundé (Cameroun) pour aider l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA) dans la rationalisation de son réseau informatique et la mise en place de son site Internet. Cette mission, financée par le CESD-Paris, est la première d'une série d'activités d'appui aux trois écoles de statistique africaines pour l'amélioration de la connectivité et la diffusion d'informations à travers leurs sites Internet.

Guinée Bissau

L'expert assistant a effectué, du 27 novembre au 1^{er} décembre 2006, une mission à Bissau (Guinée Bissau) pour le

recrutement d'un consultant national pour la collecte des données en vue de l'actualisation des paramètres du modèle JUMBO, modèle de projection macroéconomique de l'Agence française de Développement (AFD) et pour la programmation stratégique des interventions d'AFRISTAT dans ce pays pour l'année 2007.

Mali

La responsable du centre de documentation et des publications a effectué, du 11 au 15 décembre 2006, une mission à la Direction nationale de la statistique et de l'Informatique du Mali. Cette mission s'inscrivait dans le cadre de la redynamisation des centres de documentation des INS des Etats membres. Elle a consisté à faire un état des lieux, à proposer une nouvelle organisation pour l'acquisition et le traitement des documents, à installer le logiciel de gestion de base de données documentaires et à améliorer le processus de diffusion de l'information statistique.

Activités internationales

•M. Martin Balépa, Directeur Général d'AFRISTAT, s'est rendu du 9 au 14 octobre 2006 à Luxembourg et à Paris pour participer à la réunion du Comité directeur d'ERETES et prendre des contacts divers.

• Deux experts d'AFRISTAT, Eloi Ouedraogo et N'guessan Doffou respectivement expert en statistiques agricoles et expert en comptabilité nationale, ont représenté AFRISTAT à la Conférence régionale qui s'est tenue, du 18 au 20 octobre 2006 à Bamako, sur le thème « Micro finance et création d'emplois : enjeux et défis ». Organisée par le Ministère de l'économie et des finances du Mali et la BCEAO,

cette conférence a connu la participation de ministres et hauts responsables de départements de l'industrie, de l'emploi, de l'économie et des finances des pays de la sous-région ainsi que des responsables d'institutions de micro-crédit, des agences nationales de l'emploi, des organisations internationales et régionales et des ONG.

•Martin Balépa, Directeur Général d'AFRISTAT, a participé du 2 au 3 novembre 2006 à Dakar (Sénégal) à la Table Ronde des bailleurs de Fonds dans le cadre du Programme économique régional de l'UEMOA.

•M. Siriki Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté a

représenté AFRISTAT à la réunion de la Commission "Commerce, Douanes, Fiscalité, Statistique, Monnaie et Paiements" qui a eu lieu du 13 au 14 novembre à Abuja (Nigéria). Cette réunion, organisée par le Secrétariat exécutif de la CEDEAO, a permis de faire le point sur les activités statistiques de l'institution et de discuter d'un certain nombre de préoccupations, notamment les cadres stratégiques des statistiques de l'énergie, de l'environnement et de la pauvreté ainsi que des indicateurs des OMD. Au terme des travaux, il est apparu entre autres, pour le bon déroulement des activités statistiques du Secrétariat exécutif de la CEDEAO, la nécessité de

s'engager dans une collaboration et une coopération soutenues avec les institutions traitant des questions similaires, notamment l'UEMOA, AFRISTAT, IMAO et l'AMAO.

•M. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a participé à la réunion du Comité de pilotage de Paris21 qui a eu lieu à Paris les 16 et 17 novembre 2006. Cette session était consacrée à l'approbation de la restructuration, au programme 2007 et aux questions budgétaires de PARIS21. Elle avait été précédée d'un séminaire sur l'organisation de la troisième Table ronde internationale de 2007 à Hanoi sur la gestion axée sur les résultats.

•Philippe Bocquier, coordonnateur du CERA, a pris part au séminaire sur l'analyse des marchés du travail dans les pays en développement organisé par le Centre canadien de recherche pour le développement international (CRDI), les 15 et 16 novembre 2006 à Ottawa, Canada. Ce séminaire a permis d'identifier quelques priorités thématiques en matière d'analyse des marchés de l'emploi à savoir: le développement du secteur privé, les déterminants de la demande de travail par les entreprises (notamment formelles), les raisons de la quasi-absence de sous-traitance auprès des entreprises de taille moyenne, les migrations et les liens avec le milieu rural, l'impact des investissements directs étrangers et des zones franches.

•M. Martin Balépa, Directeur Général, a participé du 20 au 23 novembre 2006 à la 2ème Conférence des Ministres de l'Economie et des Finances (CAMEF II) qui a eu lieu à Yaoundé (Cameroun).

•M. Guillaume Poirel, expert démographe, a participé du 11 au 15 décembre 2006 à Johannesburg (Afrique du Sud) à la réunion sur la mesure des indicateurs de l'emploi dans les enquêtes auprès des ménages en Afrique. Organisée par le Centre Africain pour la Statistique (CAS) de la CEA en prélude à la 5ième réunion du Comité sur l'Information pour le Développement (CODI) qui aura pour thème « Economie du savoir et emploi », elle a principalement porté sur les définitions et concepts des indicateurs de l'emploi en vue de l'harmonisation et la comparaison internationale et régionale.

• M. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint, a pris part, le 1er décembre 2006, à la 8ème réunion du Comité d'orientation d'AFRITAC de l'Ouest à Cotonou (Bénin). L'objet de cette réunion était d'examiner le rapport d'exécution à mi-parcours du programme de travail de la période de mai 2006 à avril 2007, le rapport financier sur l'initiative AFRITAC et les conclusions et recommandations de la retraite des AFRITAC de l'Est et de l'Ouest tenue les 12 et 13 juillet 2006 à Nairobi (Kenya).

• Il a aussi participé, du 15 au 20 décembre 2006 à Ouagadougou

(Burkina Faso), aux réunions statutaires de l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO). Ces réunions ont été consacrées à l'examen du rapport annuel 2005, des projets de programme de travail et de budget 2007, du projet de rapport de convergence dans les Etats membres de la CEDEAO au titre de l'année 2005 et du premier semestre 2006 et d'un rapport d'étude relatif au futur rôle de l'AMAO.

• Le 19 décembre 2006, M. Djoret Biaka Tedang, expert macro économiste a pris part au siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Dakar, à une réunion de concertation entre les experts des institutions régionales et internationales sur les perspectives économiques des Etats de l'UEMOA en 2007.

Cette rencontre annuelle avait pour objectif d'approfondir les discussions sur le Rapport élaboré par la BCEAO sur les Perspectives Économiques des États de l'UEMOA en 2007. Les discussions ont porté notamment sur l'évaluation des performances économiques en 2006, les hypothèses pour 2007, les résultats des projections et les recommandations de politiques économiques. Les échanges ont également porté sur le choc pétrolier et les enjeux énergétiques dans l'UEMOA, thème de la présente édition du rapport.

Echos des instituts nationaux de statistique

Burkina Faso

www.insd.bf

♦ La phase de dénombrement du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2006 a débuté le 9 décembre 2006 après la formation des délégués régionaux et cadres du Bureau central du recensement du 9 au 20 octobre 2006, des délégués provinciaux et communaux du 30 octobre au 1^{er} novembre 2006 et celle des agents recenseurs et des contrôleurs du 20 novembre au 2

décembre 2006. Elle devrait prendre fin le 23 décembre 2006.

♦ L'INSD a tenu, du 13 au 16 et du 20 au 23 novembre 2006, un atelier de formation des secrétaires en rédaction administrative et en gestion de secrétariat.

♦ L'INSD a publié au cours de ce dernier trimestre 2006, sous format électronique (CD), l'annuaire statistique 2006.

Cameroun

www.statistics-cameroon.org

♦ La commémoration de la Journée africaine de la statistique s'est articulée autour des principales activités ci-après : (i) l'organisation du séminaire de présentation des résultats de la phase 2 de l'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI); (ii) le lancement officiel du site Internet de l'INS avec une présentation publique aux médias audiovisuels et de la presse écrite

qui en ont relayé l'écho; (iii) un entretien des responsables de la Direction générale de l'INS avec les étudiants de l'ISSEA au sujet des métiers de la statistique, des perspectives quant à leur formation et de la nouvelle vision de l'INS en cette période de mutations particulières. La projection du DVD produit par Paris21 a servi de support aux discussions; (iv) l'enregistrement et la diffusion de la déclaration du Ministre d'Etat, Ministre de la Planification, de la Programmation du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MINPLADAT) à travers les médias publics et privés; (v) la publication des résultats à l'issue du concours national pour la réalisation du logotype de l'INS.

Congo

www.cnsee.org

◆ Dans le cadre de la préparation du Recensement Général de la population et de l'habitat de 2006, les activités suivantes ont été réalisées: (i) évaluation des résultats du recensement pilote; (ii) finalisation des documents techniques sur la base des résultats de l'atelier; (iii) découpage des zones de dénombrement; (iv) lancement des ateliers de formation des coordonnateurs et des superviseurs le 11 décembre 2006.

◆ La mise en œuvre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique se poursuit avec le lancement de l'enquête sur les biens d'équipement dans les villes de Brazzaville, Pointe Noire et Nkayi le 29 novembre 2006 et avec la collecte et la validation des prix.

◆ Dans le cadre du suivi de la conjoncture, le CNSEE a procédé à l'élaboration de l'indice de la production industrielle pour les deux premiers trimestres 2005. Les données de l'enquête de conjoncture lancée le 5 septembre 2006 à Brazzaville, Pointe Noire, Dolisie et Nkayi sont en cours de traitement. Par ailleurs, l'enquête légère sur les dépenses des ménages se poursuit dans les villes de Ouessou et d'Owando. Ses données permettront de déterminer les coefficients de pondération pour le calcul de l'indice national des prix à la consommation des ménages.

◆ Dans le cadre de la commémoration de la Journée africaine de la statistique, une déclaration du Gouvernement a été rendue publique par le Ministre d'Etat, Ministre du Plan, de l'Aménagement du Territoire, de l'Intégration Economique et du NEPAD.

Côte d'Ivoire

www.ins.ci

◆ Sur financement de l'Organe Transitoire de l'Interprofession de la Filière Anacarde (OTIFA), l'Institut National de la Statistique réalise le recensement des producteurs d'anacarde en vue de disposer d'une base de données dans laquelle ceux-ci seront parfaitement identifiés. Cette enquête vise spécifiquement à: (i) identifier et localiser les planteurs; (ii) identifier et localiser géographiquement les zones de production; (iii) collecter des informations spécifiques sur les plantations (âge, nature et origine du matériel végétal utilisé, superficie, etc.); (iv) mettre en place une base de données dynamique, permettant le tirage de cartes de producteurs personnalisés avec photo; (v) concevoir un cadre flexible pour la mise à jour par l'OTIFA elle-même de la base de données développée.

◆ Les manifestations de la commémoration de la Journée africaine de la statistique, placée sous le parrainage du Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement, ont été marquées par l'animation d'une conférence sur le thème: "le rôle de la statistique dans la gouvernance d'Etat" animé par le Directeur Général.

◆ L'Institut National de la Statistique a organisé le mercredi 29 novembre 2006, un atelier de validation de l'avant projet de loi nationale sur la statistique. L'atelier a réuni l'ensemble des acteurs du système statistique national.

Gabon

www.stat-gabon.ga

◆ Le séminaire de présentation des résultats de l'Enquête Gabonaise pour l'évaluation et le suivi de la pauvreté (EGEP 2005) a été organisé du 16 au 17 octobre 2006. Il a réuni les représentants

de la Direction Générale de la statistique et des études économiques (DGSEE), du secrétariat technique du DSCR et des organismes internationaux (Banque mondiale, Fond Monétaire International, Programme des Nations Unies pour le Développement et Banque africaine de développement). Ce séminaire a permis des discussions autour des rapports produits par la DGSEE, d'une part et la Banque mondiale, d'autre part. Les résultats de l'EGEP 2005 jugés globalement exploitables, nécessitent quelques améliorations pour lesquelles le séminaire a formulé cinq recommandations.

◆ La collecte des données dans le cadre de la base de données GabLGDDB du projet IDF-Gabon a pris fin en novembre 2006 avec un taux de réponse de 75%. Les thèmes et indicateurs retenus feront l'objet de publication dans "le Gabon en quelques chiffres".

◆ La commémoration de la Journée africaine de la statistique s'est déroulée autour des principales activités: la projection de films et une conférence débat. Les films suivants ont été présentés: (i) "AFRISTAT: dix ans au service de la statistique", (ii) "Mesurer l'évolution de la pauvreté dans le monde" de PARIS21 et (iii) "La journée africaine de la statistique: la planification au service du développement" produit en partenariat par la BAD, PARIS21, la CEA et l'INS de l'Afrique du Sud. Les exposés de la conférence ont porté sur: (i) le Programme de Comparaison Internationale (PCI)-Afrique, (ii) le projet IDF-Gabon, les Stratégies Nationales de Développement Statistique (SNDS) et (iii) sur les orientations de la DGSEE: recherche d'un meilleur rendement dans les activités de la DGSEE.

Niger

www.stat-niger.org

◆ L'Enquête sur la nutrition et la survie des enfants âgés de 0 à 59 mois s'est déroulée du 18 octobre au 18 novembre 2006. Organisée conjointement par l'INS, le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre les Endémies, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme

Alimentaire Mondial (PAM) ainsi que plusieurs autres partenaires, cette enquête a pour objectif de recueillir des informations sur l'alimentation et la santé des enfants de moins de 5 ans ainsi que celles de leurs mères et/ou des personnes en charge de ces enfants et de comparer ces données à celles de 2005.

◆ La deuxième Enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages au Niger a commencé le 15 novembre 2006 et devait durer un mois. Organisée conjointement par l'INS, le Système d'Alerte Précoce, le PAM, la FAO, l'UNICEF, l'Union Européenne et le Ministère de l'Agriculture, cette enquête a pour objectif de disposer non seulement des données sur la campagne agricole 2006 et sur la situation alimentaire des ménages nigériens mais aussi de les comparer à celles de la même enquête réalisée au mois de mai dernier.

◆ L'enquête d'opinions sur les partis politiques s'est déroulée du 24 novembre au 5 décembre 2006. Cette enquête vise à cerner la perception des populations par rapport au fonctionnement des partis politiques et à évaluer la contribution des partis politiques au fonctionnement de la démocratie.

◆ L'INS a publié en octobre 2006 les éditions du 2^{ème} trimestre de la Note trimestrielle de conjoncture et du Bulletin trimestriel de statistique.

◆ La commémoration de la Journée africaine de la statistique a été principalement marquée par une conférence débat et une émission "questions réponses" radiophonique avec de lots de prix organisées le 18 novembre 2006. Ces activités ont été précédées le 17 novembre 2006 de la lecture

de la déclaration du gouvernement par le Ministre d'Etat, Ministre chargé de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification. La conférence débat s'est tenue sur le thème : "La statistique face aux nouveaux défis : décentralisation, bonne gouvernance, démocratie et droits humains ».

Sénégal www.ansd.org

◆ L'ANSD a organisé les 6, 7 et 8 décembre 2006 un atelier sur la méthodologie pour la réalisation du diagnostic dans le cadre du processus d'élaboration du schéma directeur de la statistique du Sénégal. Les travaux ont aussi permis de passer en revue les outils de collecte d'information auprès des producteurs et des utilisateurs.

◆ Dans le cadre de la réforme du système statistique national, un séminaire de lancement des activités du Système statistique national a eu lieu le 10 octobre 2006, dont l'objectif s'inscrit dans le cadre de la mise en place du Conseil National de la Statistique et du Comité Technique des Programmes Statistiques. L'atelier devait également permettre de faire le point sur l'état d'avancement de la réforme du système statistique national.

◆ Dans le cadre de la commémoration de la Journée africaine de la statistique, des journées portes ouvertes ont été organisées du 15 au 18 novembre 2006. Elles ont été marquées par (i) une cérémonie de don de sang le 15 novembre ; (ii) la présentation des bases de données géographiques et des résultats de l'enquête 1.2.3 (volet bonne gouvernance et pauvreté) de l'ANSD le 16 novembre ; (iii) la présentation de la feuille de route pour l'élaboration du Schéma Directeur de la Statistique le 17

novembre; (iv) et une randonnée pédestre le 18 novembre. Une large couverture médiatique a été assurée lors de ces journées qui ont bénéficié de l'appui financier de la BAD et de l'UNFPA.

Togo

www.stat-togo.org

◆ L'activité de la DGSCN a été dominée ce dernier trimestre 2006 par la préparation et la commémoration de la Journée africaine de la statistique. Les manifestations relatives à cette journée ont eu lieu les 17 et 18 novembre 2006 et ont consisté en une conférence débat, une émission radiophonique diffusée en direct avec jeux-concours dotés de prix et une exposition des différentes publications de la DGSCN.

La conférence débat, animée par des statisticiens et informaticiens, s'est articulée autour de quatre thèmes : (i) de la nécessité de la mise en place d'un mécanisme suivi-évaluation du DSRP et des OMD (DevInfo) ; (ii) importance des statistiques dans le développement social et économique d'un pays ; (iii) les Stratégies Nationales de Développement de la Statistique (SNDS) : intégration des statistiques dans les politiques, programmes et stratégies nationaux de développement (iv) de la nécessité d'une loi et d'une coordination dans un pays (Togo). La DGSCN a bénéficié d'un appui financier du Bureau local du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour la commémoration de cette journée.

Réunions, ateliers et séminaires

Kigali, du 15 au 19 janvier 2007

Symposium sur le développement statistique en Afrique

Bamako, du 15 au 19 janvier 2007

Séminaire de formation des formateurs à l'évaluation d'impact des politiques publiques

Kigali, du 15 au 20 janvier 2007

Atelier régional sur la validation des résultats de la décomposition du PIB déflaté par les PPA et les niveaux des prix générés

Cotonou, du 26 février au 02 mars 2007

Colloque international de statistique appliquée pour le développement en Afrique

VIENT DE PARAITRE

- ◆ Rapport final de l'enquête test sur l'estimation de la production maraîchère (série méthode n° 06)

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de *la Lettre d'AFRISTAT* en envoyant un courriel à afristat@afristat.org avec comme objet : *Abonnement*

Directeur de publication : Martin BALEPA
Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO
Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM,
Siriki COULIBALY, Dorothee OUISSIKA, Djoret BIAKA TEDANG

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739